

Les publics de la mise en nombre

Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet (dir.)

Préface de Florence Millerand

Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet (dir.), *Les publics de la mise en nombre*, Paris : Presses des Mines, collection Sciences sociales, 2025.

© Presses des MINES – TRANSVALOR

60, boulevard Saint-Michel

75272 Paris Cedex 06 – France

presses@minesparis.psl.eu

www.pressesdesmines.com

© Image de couverture : Gilles Mustar.

ISBN : 978-2-38542-69 5-8

Dépôt légal 2025.

Achevé d'imprimer en 2025 (Paris)

Cette publication a bénéficié du soutien de l'Institut Carnot M.I.N.E.S et de l'Institut francilien Recherche Innovation Société (IFRIS).

Tous droits de reproduction, de traduction, d'adaptation et d'exécution réservés pour tous les pays.

Les publics de la mise en nombre

Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet (dir.)

Les publics de la mise en nombre

Table des matières

PRÉFACE.....	11
<i>Florence Millerand</i>	
 Introduction - Les publics et le pouvoir. Pour une sociologie politique des nombres	 17
<i>Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet</i>	
Périmètres et (re)qualifications	17
Réceptions	20
Mobilisations	21
Catégorisations	22
Organisation de l'ouvrage.....	23
 PARTIE 1 - DIFFUSION.....	 31
Chapitre 1 - Un rapport public, mais à destination de quel public ? De la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi au renouvellement des pratiques à l'Insee et à l'OCDE	 33
<i>Félicien Pagnon</i>	
Un rapport initialement destiné au «grand public» : sociogenèse de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi	35
Un rapport, deux ouvrages. Prises de position et rapports de force durant le processus d'écriture ...	38
Une réception inégale par les institutions statistiques	42
 Chapitre 2 - Faire parler le nombre dans la lutte. L'expertise dans la cause des disparus au Liban	 49
<i>Yves Mirman</i>	
Faire parler le nombre de victimes	51
Faire parler le nombre de militantes.....	57
 Chapitre 3 - Les publics imaginés de la statistique coloniale. Exploration du fonds patrimonial de la bibliothèque Alain Desrosières de l'Insee	 65
<i>Camille Beaurepaire et Marine Heudron</i>	
Les statistiques coloniales dans le fonds patrimonial de la bibliothèque de l'Insee Alain Desrosières	67
Le public imaginé de l'administration coloniale locale	70
Le public imaginé métropolitain	74
Le public imaginé international.....	82

PARTIE 2 - INTERVENTIONS.....87

Chapitre 4 - Compter pour et avec son public. Ce que quantifie un bilan carbone.....89

Juliette Piketty-Moine

Entre mobilisations pro-business et action publique environnementale : la genèse et la mise en marché de la comptabilité carbone91

La comptabilité carbone en pratique : les relations ambivalentes des consultant-es aux entreprises émettrices96

Une quantification négociée : les métamorphoses de la comptabilité carbone.....100

Quelles institutions pour garantir la comptabilité carbone ?.....105

Chapitre 5 - Pour qui mesure-t-on la diversité ? La «managérialisation» de la cause de la mesure des inégalités ethno-raciales et ses publics107

Malik Hamila

Structure d'opportunité marchande et publics de la mise en nombre de la diversité.....110

Vers une «managérialisation» des instruments de mesure des inégalités ethno-raciales ?115

Chapitre 6 - Prévoir, mais pour qui ? «Publics modèles» et «publics participants» dans l'élaboration des prévisions économiques125

Théo Régniez

«Processus épistémique» et «publics participants» : une intervention directe des publics dans l'élaboration des prévisions128

Anticiper la réception pour cadrer les interprétations : les «publics modèles»132

PARTIE 3 - CONSTITUTIONS139

Chapitre 7 - Le public comme produit. La mise en marché des communautés d'influenceur-ses par les agences de communication141

Tristan Duverné

La mesure émergente des publics145

Désigner les publics par les mesures148

La commercialisation des publics.....150

Une intuition étayée par les mesures.....153

Chapitre 8 - Séparation et rapprochement entre expert-es et profanes dans la mise en nombre de l'air. Le cas des dispositifs de sensibilisation159

Jean-Baptiste Garrocq

Un dispositif pour se rapprocher du public : la captothèque.....162

Des objets aux interprétations164

Sensibiliser : le public de l'autocontrainte	166
De la séparation politique entre les expert-es et les profanes	169
 Chapitre 9 - Les cultures ordinaires du chiffre. Analyse «par le bas» des quantifications	173
<i>Olivier Beraud Martin</i>	
Pour une sociologie des cultures ordinaires des chiffres : analyse de la quantiratie.....	175
Recourir à des notes pour décider ou choisir	178
Pratiques chiffrées pour la consommation et pour les autres activités	182
Points de vue généraux sur la quantification et les chiffres en société	185
Pour conclure provisoirement : invitation à penser la quantiratie des publics	187
 Conclusion	191
<i>Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet</i>	
 POSTFACE - LA MISE EN NOMBRE : ACTIVITÉS, ENQUÊTES ET PUBLICS	197
<i>Alexandra Bidet</i>	
La mise en nombre comme rhétorique.....	197
Mesurer : appauvrir le réel ou instituer de nouvelles qualités?.....	199
La mise en nombre, au cœur de nos activités	201
Des activités aux publics : enquêter sur ce qui vaut.....	202
 Bibliographie générale	205

Préface

Florence Millerand

Au tournant des années 2010, la Ville de Montréal s’est engagée, comme bien d’autres municipalités dans le monde, dans le mouvement d’ouverture des données publiques en adoptant une politique de données ouvertes et en mettant sur pied un portail en ligne. Les citoyens et citoyennes allaient désormais pouvoir accéder aux informations de première main sur les conditions de déneigement dans leur arrondissement, les octrois en matière de contrats publics ou encore les statistiques de fréquentation des parcs, entre autres choses. Une dizaine d’années plus tard, et à l’instar de la plupart des portails de données ouvertes des administrations publiques, le portail montréalais reste grandement sous-utilisé et largement méconnu du grand public. La question du déneigement continue d’alimenter de vives discussions qui dénoncent régulièrement un manque d’information et de transparence...

Les données ouvertes n’auraient-elles pas (encore) trouvé leurs publics? Que nous dit ce «non public» sur le processus de datafication de la société et, plus généralement, sur la place des données dans nos sociétés contemporaines? Car la dernière décennie a bien été associée à une «révolution» par les données [Kitchin, 2014]; une révolution incarnée notamment par le mouvement d’ouverture des données publiques et impulsée par les capacités d’exploitation des données massives, la puissance de calcul et la numérisation croissante des sphères d’activité.

D’ailleurs, la datafication – ou «mise en données» – de la société s’exprime désormais au quotidien, qu’il s’agisse de consentir plus ou moins consciemment à fournir des données personnelles en ligne, d’intégrer la science des données dans une stratégie commerciale ou de fonder une politique publique en matière de santé sur des «données probantes». Si le processus de datafication en cours implique la transformation de l’activité sociale en données quantifiées, leur valorisation marchande [Mayer-Schönberger et Cukier, 2013], voire un nouveau mode de gouvernance [Supiot, 2015], cette mise en données semble aussi et surtout constituer un état de fait, comme si la place centrale dévolue aux données était un fait accompli, nécessaire, presque normalisé, une doxa en quelque sorte.

Cette question empirique d’un éventuel public absent pour les données ouvertes et celle, plus critique, d’une data doxa à interroger m’ont amenée à formuler un projet de recherche

sur les publics de la datafication; une idée qui a rapidement pris la forme d'un vaste projet collectif sur les «publics de données» que nous avons enquêtés dans une diversité de secteurs – données ouvertes, santé durable, activisme de données, etc. [Millerand *et al.*, 2025]. De la même façon que les auteurs et autrices de cet ouvrage abordent la quantification par «les publics de la mise en nombre», l'ambition était d'étudier la datafication par «les publics de la mise en données».

Penser la datafication et la quantification à partir d'une entrée par les publics entraîne au moins trois conséquences. D'abord, il s'agit de dénaturiser la donnée, comme le chiffre. Les deux sont associés à un idéal d'objectivité qu'il importe de déconstruire [Gitelman, 2013]; la donnée, ce matériau «brut» de l'information, résulte dans les faits d'une fabrication, d'une «brutification» [Denis, 2018]. Les ensembles de données, comme les quantifications, reposent sur des catégorisations et des classifications qu'il s'agit de questionner pour ce qu'elles contribuent à datafier ou à compter et, ainsi, à prendre en compte ou à exclure. Ensuite, il s'agit de décrire le travail pratique, les réseaux d'acteurs et les différents dispositifs (cadres, normes, agencements matériels) impliqués dans la production et la circulation des données comme des quantifications, pour rendre compte des publics «imaginés» ou «espérés» et les confronter aux publics «effectifs» – ceux qui s'en saisissent en pratique – ou encore aux publics «absents», ceux qui étaient censés s'en saisir. Enfin, étudier les publics dans toute leur diversité exige de conduire des enquêtes sur le terrain, au plus près des acteurs concernés par les données et quantifications, qu'ils en soient les producteur·rices ou les usager·es.

Saisir les publics de la mise en nombre constitue précisément l'objet de cet ouvrage. Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet désignent, par l'expression «mise en nombre», ces «segments de la réalité sociale [qui] se trouvent traduits sous une forme quantitative» [p.191]. L'expression déplace habilement le projecteur de leur statut de faits pour explorer la façon dont les quantifications circulent. Il s'agit aussi de décrire les différents publics concernés par les mises en nombres, autant ceux anticipés que ceux observés en pratique, car, comme le montrent les nombreux cas étudiés dans l'ouvrage, il serait naïf de penser que les deux correspondent à tous points de vue.

L'entrée par les publics des quantifications permet d'interroger la fabrication conjointe des mises en nombres et de leurs publics. Et cet ouvrage en offre plusieurs illustrations pertinentes, tirées de riches enquêtes empiriques menées dans une diversité de domaines : la statistique publique, la mesure des émissions de gaz à effets de serre, la formation de publics sur les réseaux sociaux, pour n'en citer que quelques-unes. Les publics de la mise en nombre y sont abordés selon trois angles complémentaires.

Le premier vise à saisir les conditions de réception des mises en nombres, à savoir qui s'en saisit et comment. Se pose la question, en miroir, des publics anticipés et de l'éventuel écart entre les deux. L'ouvrage abonde d'exemples où le «public modèle», cette fiction de public tirée de la théorie littéraire [Eco, 1985] se confronte à un ou plusieurs publics «empiriques», en d'autres mots à ses diverses incarnations pratiques. D'une part, l'anticipation d'un usage des nombres rétroagit sur la forme que prennent les quantifications. D'autre part, leur appropriation par les publics conduit à en réimaginer les usagers potentiels. Citons l'exemple, présenté dans cet ouvrage, d'un rapport sur les indicateurs de croissance destiné *a priori* au grand public mais qui, en raison de sa facture technique, s'adresse plutôt à des économistes et des statisticien·nes, et qui donnera lieu à la production d'un second rapport, simplifié et vulgarisé, pour espérer rejoindre les non-spécialistes.

Le deuxième angle d'analyse s'intéresse aux modalités par lesquelles des publics interviennent, de manière plus ou moins directe, dans la fabrication des mises en nombres. Ce niveau d'analyse révèle des publics participant à ce qui est compté, comme dans le cas où des entreprises cherchent à influencer les normes retenues pour mesurer leurs propres émissions de gaz à effet de serre. Enquêter sur l'intervention des publics permet d'appréhender plus frontalement la question des rapports de pouvoir pour éclairer les liens de subordination, mais aussi les éventuels publics empêchés ou les publics absents, c'est-à-dire ceux qui auraient voix au chapitre de la mise en nombre et qui, pourtant, brillent par leur absence.

S'ouvrent alors des terrains d'enquête pour observer l'émergence de publics insoupçonnés, à mesure que des quantifications sont produites et contribuent à les faire exister aux côtés de l'intérêt ou de la cause qui les rassemblent. Également des terrains où l'on peut observer le travail politique de la mise en nombre, par exemple lorsque des coalitions d'acteurs proposent des dispositifs de quantification de la «diversité» dans les instances dirigeantes des grandes entreprises. De tels dispositifs visent à la fois à établir le problème public du manque de diversité et sa possible quantification.

Le troisième angle d'analyse aborde les modalités par lesquelles des publics sont constitués, notamment à travers des opérations de catégorisation et des systèmes de classification. Il s'agit d'examiner les publics en eux-mêmes en s'intéressant à la manière dont ils sont mis en forme. Les publics en ligne sont délimités et rassemblés par des dispositifs qui les font exister autour d'une pratique partagée, par exemple au sein d'une communauté de fans, ou parce qu'un algorithme les a réunis sur la base des traces laissées ici et là sur différentes plateformes. Ces publics en ligne sont fabriqués par des métriques qu'il importe d'aborder de manière critique. Comme l'illustre bien un cas abordé dans cet ouvrage, vendre à une entreprise commerciale le public d'un influenceur ou d'une influenceuse suppose l'existence d'un public «d'influencé·es», et donc un marché de l'influence.

Les publics sont toujours situés dans des configurations sociales, politiques, économiques particulières. L'exemple de la démarcation entre des publics profanes et des publics experts dans la production de connaissances légitimes est éclairant à cet égard. Le développement de microcapteurs de mesure de la qualité de l'air abordables permet d'équiper des citoyens et citoyennes ordinaires en producteurs et productrices de données précieuses pour la surveillance environnementale. Considérer ces publics «profanes» comme de simples producteur·rices de données – des données dont l'interprétation reste la chasse gardée d'expert·es et de spécialistes – relève d'une conception d'un public de citoyen·nes plus proche d'un agrégat d'individus que celle d'un collectif agissant, potentiel veilleur de l'environnement.

Se repose ici le débat entre Lippmann [2008] et Dewey [2010], entre un public «fantôme» incapable de faire face à la complexité du monde et qui aurait donc besoin de la médiation de «connaissant·es», et un public «d'enquêteur·rices» aptes à politiser leurs intérêts autour d'enjeux qu'ils et elles participent à définir comme des problèmes publics. La question de l'agentivité des publics est au cœur de ces conceptions en tension, opposant un public agi à un public agissant.

Cet ouvrage invite à explorer la pluralité des mises en nombres et de leurs effets au prisme de leurs publics, dont il nous invite à adopter une conception relationnelle. Après tout, un public n'est «profane» qu'en regard d'un public «expert». À l'instar des quantifications qu'il importe d'examiner du point de vue de leurs relations internes (ce qui relie les nombres) et externes (ce qui les relie au contexte plus vaste dans lequel ils sont produits et mis en usage), il s'agit d'enquêter sur les publics en eux-mêmes et sur les conditions de leur mise en forme à travers les quantifications.

L'approche relationnelle préconisée par Susan Leigh Star et Geoffrey Bowker [2023] vise précisément à rendre compte des dimensions sociopolitiques des infrastructures et des systèmes de classification. Une telle approche invite à laisser de côté la vision linéaire d'un processus séparant la production des nombres de leurs usages. Elle invite aussi à ne pas chercher à qualifier les publics des mises en nombres *a priori*, mais plutôt à observer en situation quand et comment un public (et sa désignation) prend de l'importance, pour qui et avec quelles conséquences.

Explorer la diversité des publics (imaginés, espérés, empêchés, voire absents) pour interroger le pouvoir dans la mise en nombre (qu'il s'agisse de faire exister une cause politique, d'imposer une mesure et des conventions ou de résister à des quantifications), voilà la contribution majeure de cet ouvrage riche en analyses et divers en perspectives pour penser la place centrale des chiffres dans nos sociétés.

Introduction

Les publics et le pouvoir

Pour une sociologie politique des nombres

Antoine Hardy et Laurène Le Cozanet

Partons de l'une de vos journées. À votre réveil, après avoir consulté les températures annoncées pour l'après-midi, vous prenez connaissance, entre autres informations, des chiffres du chômage, des prévisions de croissance, de la dégradation de l'indice de la qualité de l'air et de désaccords à propos du nombre de manifestant-es présent-es à un rassemblement la veille. Pour vous rendre au travail, une application vous indique votre temps de transport ; une autre, à votre arrivée, le nombre de pas effectués. À midi, avant d'acheter un plat préparé, vous regardez le nombre de calories qu'il vous apportera. Plus tard, vous consultez les notes attribuées à un film que vous avez vu récemment, et y ajoutez votre appréciation. Le soir, vous décidez de prendre quelques jours de vacances et optez pour un hôtel évalué à 4,8 sur 5. Après avoir réservé votre voyage, la plateforme vous indique les émissions de gaz à effet de serre que vous avez évité en préférant le train à l'avion. Ces quelques exemples, non exhaustifs, montrent à quel point nous sommes, au quotidien, constamment exposé-es à une multitude de chiffres.

Périmètres et (re)qualifications

Cette présence n'a pas échappé à de nombreuses recherches, qui ont accompagné l'extension des chiffres et des données dans les sociétés contemporaines, bien au-delà de la statistique publique. Plusieurs travaux ont montré tout l'intérêt d'enquêter sur les processus de « quantification des qualités » [Bidet et Jany-Catrice, 2017] à partir de terrains aussi variés que la criminalité internationale [Martin, 2023], le journalisme [Christin, 2020], la quantification de soi [Vormbusch, 2022], l'appréciation de la valeur des vies [Colonomos, 2020], les pratiques de compensation carbone [Dauguet, 2021 ; Valiergue, 2022] ou encore l'« empreinte carbone » d'une ville comme Manchester [Knox, 2020]. Ces travaux témoignent non seulement d'un élargissement du périmètre de la mise en nombre, mais aussi de requalifications des rôles qu'on lui prête ou qu'elle peut jouer.

Plusieurs collectifs de recherche ont ainsi nourri des réflexions stimulantes sur les propriétés des nombres et les conditions de leur autorité. Andrea Mennicken et Robert Salais ont mis en évidence un double mouvement : la généralisation des nombres au-delà de l'État [Desrosières, 1993 ; 2008a ; 2008b] s'accompagne d'une diminution de la confiance [Porter, 1995] à leur égard [Mennicken et Salais, 2021]. Christopher Newfield, Anna Alexandrova, Stephen John et leurs coauteur·rices ont, à partir d'enquêtes conduites sur les terrains du climat, de la santé ou encore de l'enseignement supérieur, exploré les rapports entre la quantification et les institutions sociopolitiques et constaté la montée à la fois d'une défiance à l'égard des chiffres experts, mais aussi d'une « société de notation » (*scored society*) et d'« usages populistes » des nombres [2022]. Kylian Godde et Gaëtan Thomas ont, quant à eux, attiré l'attention sur les « petits » nombres qui ont pour trait commun, dans les milieux médicaux, de ne pas être très formalisés ni robustes, « tout en pouvant participer » au fonctionnement des institutions médicales [2024].

Ces travaux décrivent la fabrication des nombres, la façon dont ils sont diffusés et promus, ainsi que les conditions dans lesquelles ils acquièrent un pouvoir, notamment à partir des usages qui en sont faits [Didier *et al.*, 2023]. En revanche, ils s'intéressent peu à celles et ceux qui, autour, avec ou contre les nombres, constituent des publics. Sans ces derniers, pourtant, le nombre n'est pas grand-chose. L'entrée par les publics permet, en particulier, d'interroger le pouvoir dans la mise en nombre : pouvoir de quantifier un segment de la réalité, de discuter le périmètre d'une mesure ou encore les conventions sur lesquelles elle repose ; pouvoir de façonner des relations sociales, de faire exister des êtres collectifs et des causes politiques ; pouvoir de déterminer les usages des nombres, qu'ils soient politiques, administratifs ou marchands ; pouvoir de perturber, d'éviter, de se réapproprier, de subvertir ou de résister à leur autorité. De nombreuses voies sont possibles pour étudier ces publics et, à travers eux, la mise en nombre. Elles soulèvent autant de questions que la littérature a souvent laissées de côté, à de rares exceptions venant principalement de recherches sur la mise en données [Millerand *et al.*, 2025], précieuses sources d'inspiration qui invitent à un rapprochement des objets, comme le fait le présent ouvrage.

Notre choix, dans ce livre, de parler de « mise en nombre » plutôt que de quantification répond en effet à notre ambition de contribuer au rapprochement entre les études sociales de la quantification, riches de travaux historiques et sociologiques [Martin, 2020 ; Henneguette et Jatteau, 2021], et les études de la datafication, dont l'essor a accompagné celui des technologies numériques. La datafication, souvent à finalité économique et gouvernementale [Couldry et Mejias, 2019], correspond au processus par lequel les usages de ces technologies laissent des traces numériques en profusion,

mais aussi au processus par lequel ces traces sont « collectées » et rendues utilisables [Denis, 2018]. Par mise en nombre, nous entendons donc ici la transformation de qualités en informations chiffrées, qu'il s'agisse de données, de notations ou encore de statistiques.

À qui les nombres sont-ils destinés ? La question est plus complexe qu'il n'y paraît. Et à qui pensent les producteur·rices de nombres ? À un public aussi vaste et nébuleux que l'État, à une administration particulière, à une institution internationale, à un bailleur de fonds, à un groupe d'intérêt, à une personne en particulier, au public de l'« opinion publique » ? À quelles conditions la circulation de nombres donne-t-elle lieu à la constitution d'un public, conscient de l'être [Cefai et Pasquier, 2003] ? Le public canonique de la sociohistoire de la quantification – gouvernements et administrations friand·es de statistique publique – et les publics usagers des produits de consommation numérique sont bien connus, mais ils ne reflètent qu'une partie seulement de la multitude de relations qui se nouent autour des nombres. En différents endroits de la chaîne de production des données, plusieurs idées du public peuvent (co)exister sans nécessairement faire consensus, y compris pour la statistique publique [Aguilera, 2020].

Lorsque les nombres circulent, ils peuvent être embarqués dans des délibérations loin de leur contexte de production et des conventions qui leur ont valu de voir le jour. Alain Desrosières écrivait que « les outils se détachent de leurs origines, et vivent ensuite une, sinon plusieurs autres vies différentes » [1993, p. 156]. La question du public se pose d'autant plus fortement que la mise en nombre se déploie sur des temporalités différentes : les objets statistiques, par exemple, n'existent qu'à travers leurs réutilisations [*Ibid.*, p. 139]. Des activités aussi diverses que les politiques d'égalité [Blanchard et Pochic, 2021], la construction de classements médiatiques des établissements d'enseignement supérieur [Bouchard, 2012], l'élaboration d'indicateurs bibliométriques pour évaluer le travail scientifique [Waltman et Jan van Eck, 2012 ; Gingras, 2014], ou encore les chiffres autour de l'épidémie de Covid-19 [Didier, 2024] montrent que les nombres peuvent circuler de bien des manières. À l'échelle des réactions, les nombres peuvent être attendus, faire l'objet d'un pari ou de prédictions, mais aussi surprendre, amuser, inquiéter ou encore scandaliser. Leurs usager·es, quant à elles et eux, peuvent être choisi·es, anticipé·es, imaginé·es, mais aussi interpellé·es, sollicité·es voire enrôlé·es.

Avec la notion de « publics », nous avons souhaité explorer, dans leur diversité, les processus par lesquels les nombres interagissent avec nos existences collectives : en nous demandant non pas si un public existait dans tel ou tel cas, mais plutôt ce que

cela faisait à notre compréhension de la mise en nombre de l'aborder sous l'angle des publics. Une telle démarche permet à ce livre d'engager la discussion avec l'étude des publics et les approches variées dont elle a fait l'objet, autour de trois principaux domaines de questionnements : les réceptions, les mobilisations et les catégorisations.

Réceptions

La littérature sur les nombres, comme celle sur les données, s'est beaucoup intéressée aux modalités de leur cheminement dans les sociétés, que celles-ci prennent la forme d'une « marbrure » [Didier, 2022], des traces laissées par diverses « propagations » [Boullier, 2023], de « périple des données » (*data journeys*) [Leonelli et Tempini, 2020] ou d'un « voyage des faits » [Howlett et Morgan, 2011]. Approcher les publics sous l'angle de la réception invite à se pencher sur ce qui permet ces cheminements : qui se saisit de ces nombres et de ces données ? Pour qui font-ils sens et comment ? Quels publics dépendent de l'existence des nombres et en quoi ? Les modalités de production des nombres ou de leur diffusion déterminent-elles leur public ? Comme le rappelait Lorraine Daston, la quantification doit sa « portabilité » au fait qu'elle est « un tamis », qui filtre à la fois connaissances et conditions locales [2014, p.35]. On peut se demander, plus largement, quelles propriétés des nombres et de leurs mises en forme sont susceptibles de faciliter ou, au contraire, d'entraver leur circulation ? La mise en nombre a-t-elle des publics spécifiques, liés par exemple à des intérêts particuliers, à l'instar des ingénieurs et des économistes étudiés par Ida Hoos [1972, citée par Demortain, 2019] ou à des dispositions à la numératie ?

Ce premier ensemble de questionnement fait écho à la façon dont les *cultural studies* et la sociologie des médias et des industries culturelles ont approché les publics, entre audience et réception [Morley, 1992]. Dominique Pasquier soulignait encore récemment les défis méthodologiques et épistémiques posés par l'étude de la réception de produits tels que les programmes télévisés, conduisant notamment les chercheur·ses à s'en tenir souvent à l'étude de « publics saillants », marqués par l'enthousiasme ou le rejet [2021]. Or, les mesures de l'audience jouent un triple rôle d'outil de preuve, de pouvoir et de comparaison, qui s'appuie sur différentes formes d'intermédiation [Méadel, 2010]. On comprend d'autant mieux que les auteur·rices de séries tendent à anticiper leurs publics dès la phase d'écriture [Eloy *et al.*, 2021], comme le fonctionnement de la presse en ligne incite les journalistes à le faire [Christin, 2020].

Des premières critiques du modèle de la « seringue hypodermique » à aujourd'hui, bien des auteur·rices ont toutefois souligné les capacités d'action et les marges interprétatives des « spectateur·rices » d'émissions radiophoniques, de campagnes électorales, de livres

ou de vidéos virales, contre leur prétendue passivité. Par leurs usages, celles et ceux qui sont loin de n'être que des «récepteur·rices» se réapproprient les productions culturelles et en modifient donc l'existence sociale. Il ne saurait en aller autrement dans l'univers des nombres, qui sont tout autant le fruit d'une imbrication complexe de processus sociaux. En raison de leur présence dans la chaîne de médiations qui sous-tend la vie des nombres, il serait peu judicieux de dissocier complètement l'étude des publics de ces nombres de l'étude de leur production. Les liens entre mises en nombre et mobilisations le montrent particulièrement bien.

Mobilisations

Si l'on connaît depuis longtemps l'association des chiffres à l'idée d'objectivité [Porter, 1995] et le poids du nombre dans la construction d'un intérêt collectif [Offerlé, 1994], des travaux plus récents, comme les contributions autour du statactivisme réunies par Isabelle Bruno, Emmanuel Didier et Julien Prévioux [2014] ont montré comment les nombres pouvaient être mis au service de stratégies politiques ou militantes. Ils permettent alors non seulement de donner forme à des problèmes sociaux, comme dans le cas du recensement des féminicides [Lacombe, 2022; Monárrez Fragoso, 2022] ou de la contestation des prix en Guadeloupe [Samuel, 2022], mais aussi de structurer l'action de groupes qui s'organisent en leur nom.

La commensurabilité propre à la quantification [Espeland et Stevens, 1998], parce qu'elle rapproche des entités qui autrement resteraient distinctes, donne-t-elle une prise particulière à l'action collective? Faut-il plutôt chercher du côté des mises en forme, à l'image des graphiques présentant les résultats d'une mesure de sorte à «susciter l'action» [Bertillot, 2017]? Quand des militant·es produisent leurs propres comptages, la distinction entre le public de la mise en nombre et ses commanditaires ou ses auteur·rices devient encore plus insaisissable. De quelles façons la mise en nombre peut-elle favoriser l'émergence d'un public parmi ses agent·es-mêmes – comme dans le cas de scientifiques examinant leurs émissions de gaz à effet de serre [Hardy, 2024a] ?

En filigrane de ces questions se profile l'une des inscriptions les plus anciennes de la notion de public, comme communauté d'enquêteur·rices [Dewey, 2010], ces «personnes en état de trouble [qui] en viennent à définir collectivement une situation problématique, ce qui signifie qu'elles s'assemblent, s'interrogent et discutent en vue de qualifier ce qui leur arrive, d'en comprendre le pourquoi et le comment, de se faire une conviction» [Cefaï, 2009]. Alors qu'une perspective de longue durée met en évidence à quel point la quantification répond à un double besoin de justice et de coordination [Martin, 2020], quel rôle la mise en nombre est-elle susceptible de jouer dans l'émergence de ce public démocratique et dans quelles conditions?

Comme en miroir de ce public-citoyen, une autre acception de la notion de public doit être mentionnée : celle de public comme plan de la vie sociale, qui transforme des désagréments particuliers en problèmes collectifs, pris en charge par les autorités politiques. Si ce livre se concentre sur les publics en tant qu'acteurs, il semble difficile, lorsqu'on pense les mobilisations autour des nombres, de laisser de côté les instances qui valident les causes légitimes et le rôle de la quantification dans cette opération. Comme l'écrit David Demortain, il arrive souvent que «les problèmes locaux et particuliers ne [soient] reconnus qu'à partir du moment où ils acquièrent une existence dans les tableaux statistiques» [2019, voir aussi Bezes *et al.*, 2016]. L'auteur poursuit, s'inscrivant dans une tradition de critique des chiffres comme «technologies de gouvernement» [Rose et Miller, 1992; Lascoumes et Le Galès, 2005] : «l'instrument de la quantification aide à gouverner, parce qu'il a pour effet de réduire l'espace des problèmes pris en charge, et de les standardiser.» Un geste qui se retrouve en particulier dans les opérations de catégorisation.

Catégorisations

Les nombres, et leur capacité à soutenir des standardisations [Lampland et Star, 2009], sont en effet des outils pouvant transformer des segments de la réalité sociale en éléments d'une liste, en classes ordonnées. Geoffrey Bowker et Susan Leigh Star n'écrivaient-ils pas que les classifications ne sont «rien d'autre que des listes de chiffres avec des étiquettes» [2023, p.37] ? On sait à quel point l'État administre les conduites à travers des catégories qui lui permettent de façonner ses sujets comme son territoire [Bourdieu, 2012; Foucault, 2004; Scott, 2021; Bongrand *et al.*, 2012]. L'action publique construit ainsi ses publics par une «partition du monde social, par un jeu de catégorisation administrative» [Gourgues et Mazeaud, 2018a, p.9] et les regroupements quantifiés y jouent un rôle crucial, que l'on pense aux classes d'âges, aux tranches de revenus, aux différents barèmes d'ouverture ou de fermeture de droits, ou encore aux intervalles de l'indice de masse corporelle (IMC). Les «citoyen-nes actif-ves» de la démocratie participative elles et eux-mêmes existent à travers la quantification des dispositifs, de leurs budgets et, surtout, de leurs participant-es, visant à «légitimer l'offre de participation via la démonstration d'une demande sociale» [Gourgues et Mazeaud, 2018b, p.157]. Même la «population» doit son existence comme objet de la macroéconomie à la façon dont les projets de développement de la guerre froide ont fait des taux de natalité un problème de PIB [Murphy, 2017a].

Le regroupement et l'établissement de distinctions entre individus ne sont toutefois pas réservés à la puissance publique. Le marché est depuis longtemps friand de classements et de notation des personnes, et tout indique que l'essor des technologies numériques n'a fait qu'accroître cet appétit d'ordonnancement social [Fourcade et Healy, 2017; 2024]. Les algorithmes permettent aujourd'hui l'industrialisation d'un profilage auparavant assuré

de façon plus artisanale par les compagnies d'assurances ou par les agences de crédits désireuses de vérifier la solvabilité de leurs client-es [Bouk, 2015 ; Lauer, 2017]. Quant aux plateformes, désormais omniprésentes, leur modèle économique repose précisément sur leur capacité à mettre en nombre leurs usager-es pour les commercialiser. Tous ces classements sociaux soulèvent directement la question de leur performativité – en viennent-ils à faire partie de l'identité des individus ou des groupes ? – et, plus largement celle, vertigineuse, des rapports entre représentation et usages [Alexandrova et Singh, 2022].

Cependant, la sociologie de l'action publique nous rappelle que des frictions et autres désajustements surviennent entre les publics tels qu'ils ont été envisagés et ceux qui s'observent en pratique [Gourgues et Mazeaud, 2018a, pp.196-198 ; Blondiaux, 2003]. Les «publics cibles» peuvent ainsi rejeter les catégories qui leur sont imposées, à l'instar des usager-es de dispositifs de participation rencontrés par Thomas Chevallier, qui résistent à leur «assignation aux figures de “migrants”, de “parents” et de “mères”» [2019]. Mais les publics peuvent aussi se dérober : dans le contexte de la protection sociale, le non-recours – éligibilité sans bénéfice, qu'elle résulte d'un choix (non-sollicitation), d'une méconnaissance, d'une absence de proposition de l'aide ou d'une absence de réception – peut alors être, selon Philippe Warin, interprété comme le reflet d'un déficit de légitimité des politiques publiques [2017], en écho au fameux exit d'Albert O. Hirschman [1995]. Et si la numérisation des relations administratives, favorisant la collecte de données, a pu «achever de constituer le non-recours en catégorie autonome» [Deville, 2017] grâce à sa quantification, elle a aussi contribué à renforcer ce phénomène [Revil et Warin, 2019 ; Deville, 2023]. L'ouverture des données publiques fournit un bel exemple de public fuyant : cette politique ne consiste pas seulement à rendre accessibles des données en ligne, mais à envisager les nombreux bénéfices qu'elle suscitera à travers celles et ceux qui s'en saisiront. Or, en pratique, le public imaginé ne répond pas à l'appel et les personnes en charge de cette ouverture s'efforcent d'en enrôler voire d'en construire un public, par le biais d'outils de visualisation ou de concours récompensant la production de services à partir des données ouvertes [Goëta, 2018].

Organisation de l'ouvrage

L'ambition de ce livre est de contribuer à ce front de recherche en s'appuyant sur de riches enquêtes empiriques qui emploient une diversité de méthodes – ethnographies, questionnaires, observations, entretiens, exploration d'archives et autres sources patrimoniales. L'ouvrage est structuré en trois parties qui renvoient chacune à une manière de saisir les publics de la mise en nombre : en examinant la façon dont les nombres leur sont adressés ; en s'intéressant à leurs interventions dans le cours même de la mise en nombre ; en étudiant enfin la variété des ressorts de la constitution de ces publics.

La première partie permet d'observer les voies empruntées par la diffusion des nombres. Elle saisit les mises en forme, la sélection des supports de communication ou encore les procédés de médiation tout au long de la mise en nombre, ce qui permet de déceler à différentes étapes l'existence, et la transformation, de publics – prévus, imaginés, espérés. Les chapitres de cette partie prennent pour cas d'étude la préparation d'un rapport questionnant les indicateurs de croissance, les différentes tentatives pour donner un nombre aux personnes disparues lors de la guerre civile libanaise, et la diversité des publications tirées de la statistique coloniale. Ils rappellent que les nombres doivent leur circulation à des procédés de visualisation, à des supports éditoriaux, aux récits voire aux mises en scène qui les accompagnent. Et si ces procédés, souvent, varient en fonction des publics auxquels ils s'adressent, ils ne parviennent pas toujours à les atteindre.

Félicien Pagnon analyse la circulation d'un discours sur une forme de quantification, les indicateurs de croissance, en partant du contexte dans lequel ce discours émerge « autour de l'année 2008 ». Il montre comment trois économistes, Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, qui ne sont pas situés dans le spectre politique du président de la République d'alors, Nicolas Sarkozy, sont sollicités par ce dernier pour entamer un travail sur les indicateurs de croissance, dont le PIB. Félicien Pagnon décrit la manière dont la commission se crée une marge de manœuvre et une légitimité politique, ainsi que les discussions et désaccords qui ont lieu en son sein. La mise en circulation de ce discours prend la forme de deux productions, un rapport destiné à un public d'expert·es, et un ouvrage plus généraliste. Pour des raisons budgétaires, matérielles et organisationnelles, l'appropriation de leurs constats diffère entre deux publics institutionnels, l'Insee et l'OCDE, tous deux concernés en premier lieu par la mesure de la richesse économique.

Yves Mirman interroge à la fois la circulation d'une mise en nombre et du discours associé à cette dernière, cette fois hors des frontières françaises, à propos de l'activité des familles de disparus de la guerre civile libanaise (1975-1990). Prenant pour point de départ le nombre avancé de « 17 000 » personnes disparues, le chapitre déploie les appropriations, les contestations et les accompagnements de ce chiffre et de la cause qu'il est censé incarner. D'autres chiffrages, divers et non publics, sont produits par les familles des victimes organisées en collectif, les personnes disparues n'étant pas toujours signalé·es pour autant. Ici, la mise en nombre est indissociable d'un jugement qualitatif. Les militant·es ne considèrent pas qu'elle produise ses effets à elle seule. Ce chapitre permet de comprendre comment les nombres sont investis affectivement, mis en scène et retraduits visuellement, et comment ces opérations sont autant de ressources identitaires. Ce chapitre montre alors les relations entre les publics récepteurs, autorités publiques d'un côté et familles et militant·es de l'autre, et le public, au sens des citoyen·nes libanais.

Dans leur chapitre, Camille Beaurepaire et Martine Heudron déplacent la dimension spatiale et temporelle des questionnements de cette partie et interrogent la statistique coloniale à partir des publics imaginés par des statisticiens. Les matériaux sont ici ceux de la bibliothèque de l'Insee Alain Desrosières. Cette typologie est l'occasion de mettre au travail la circulation et la visualisation des nombres de la colonisation, à partir d'une grande diversité de situations coloniales et de matériaux (tableaux, cartes, graphiques, annuaires, etc.). Les statisticiens coloniaux s'adressent, d'abord, aux personnes en charge de l'administration des colonies pour aider leurs prises de décision, mais aussi afin de rendre appropriable la colonie. Ensuite, la circulation de ces chiffres vise le public imaginé métropolitain, par exemple l'administration centrale (ministère des colonies ou chambres parlementaires) ou le public au sens de la population dans son ensemble, cette fois à des fins de légitimation du projet colonial et d'orientation de l'épargne à son service. Enfin, la circulation est internationale, à l'instar d'autres statistiques, mais orientée ici autour d'une visée diplomatique.

Prolongeant ces réflexions sur les publics imaginés, la deuxième partie du livre aborde les interventions des publics. Les trois chapitres s'intéressent ainsi à la façon dont les publics agissent directement sur la mise en nombre, mais aussi à leurs rétroactions – interventions indirectes, par le biais, essentiellement, d'une anticipation de leurs réactions. Ces chapitres examinent chacun à leur façon des nombres mis au service d'acteurs désireux d'intervenir dans le cours de l'économie : l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre des entreprises, la mesure des inégalités ethno-raciales en leur sein, et les prévisions économiques elles-mêmes.

Les nombres au cœur du chapitre de Juliette Piketty-Moine sont ceux par lesquels sont traduits les émissions de gaz à effet de serre des entreprises, à l'aide de la méthodologie du Bilan carbone. Ce type de comptabilité carbone se développe au carrefour de mobilisations favorables aux intérêts des entreprises et de l'émergence d'une action publique environnementale, qui aboutissent, en France, à la formation d'un marché du conseil en quantification carbone au tournant des années 2000-2010. Ce chapitre montre les relations ambivalentes que les consultant-es de ce marché entretiennent avec leur clientèle, des entreprises pour lesquelles les cabinets doivent produire ces estimations. Ici, les publics de la mise en nombre en sont les commanditaires. Si les consultant-es recourent à une posture professorale face à leurs client-es, ils et elles doivent néanmoins composer avec les enjeux commerciaux de leur activité. La répartition des émissions en trois «scopes» participe à la fragmentation des responsabilités et à la minoration de la production dans les émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise, au cours d'un exercice où les normes comptables et sociales sont enchevêtrées, et où la mise en avant des «efforts» environnementaux des entreprises agit comme un distributeur de crédit moral.

Si la question des statistiques ethniques suscite régulièrement de vives controverses en France, Malik Hamila s'intéresse à la mise à l'agenda de la mesure des inégalités ethno-raciales dans les grandes entreprises françaises depuis deux décennies. Des acteurs issus ou proches des milieux patronaux se sont engagés dans la promotion du management de la diversité et œuvrent à la diffusion des instruments de sa mesure. Ce chapitre montre que ces entrepreneur·ses de la diversité appuient leurs efforts de légitimation sur l'invocation de «nouveaux publics de la vertu des organisations», c'est-à-dire d'investisseur·ses soucieux·ses de leur «responsabilité sociale» ou d'intermédiaires auxquels ces investisseur·ses peuvent recourir, tels que des agences de notation sociale. Cette solidarité avec une «moralisation» internationale du capitalisme conduit les entrepreneur·ses de la diversité à chercher à accommoder cette mesure à la fois avec la grammaire républicaine française et avec la raison marchande. Les discriminations ethno-raciales dans les trajectoires professionnelles sont réduites à une problématique de position dans le haut de la hiérarchie de l'entreprise.

Le chapitre de Théo Regniez porte sur les prévisions économiques en France, dont l'audience a été démultipliée depuis les années 1980 avec le poids croissant pris par des données telles que la dette ou le Produit intérieur brut (PIB) dans le débat public. Ces publics des prévisions économiques sont *a priori* extrêmement hétérogènes : des instances européennes aux citoyen·nes intéressé·es en passant par les entreprises, les acteurs des marchés financiers, le gouvernement et le parlement, mais également les médias. Ce chapitre montre l'intérêt d'interroger la présence de ces usager·es dans la construction de la prévision et, ce faisant, de se départir d'un modèle linéaire distinguant un temps de production et un temps de circulation. Il explore pour ce faire deux voies. La première examine le «public participant», susceptible d'intervenir directement dans le processus de quantification en le contraignant financièrement ou par le biais de l'information disponible pour sa réalisation. La seconde s'intéresse au «public modèle», celui que les prévisionnistes imaginent et dont ils et elles cherchent à encadrer les interprétations.

L'encadrement de la réception est au cœur du phénomène examiné par la troisième et dernière partie, à savoir la constitution des publics de la mise en nombre. On y joue avec l'ambiguïté de l'expression. Le premier chapitre aborde la construction de publics en ligne par la quantification d'usager·es des réseaux sociaux. Le deuxième chapitre décrit des tentatives institutionnelles de façonner le public profane des adeptes de mesures de la qualité de l'air. Le troisième chapitre examine enfin la distribution socialement inégale de la propension à produire et à recourir à des notations de services et de biens de consommation.

Le chapitre de Tristan Duverné restitue une enquête en cours sur la mise en nombre des influenceur·ses sur Internet, réalisée auprès des agences de «conseil en communication» qui négocient pour des marques des partenariats avec des influenceur·ses. Ces dernier·es

sont repéré·es et référencé·es par le biais de mesures de leur communauté réalisées à partir des traces laissées par leurs abonné·es. Les professionnel·les des agences doivent en effet trouver des influenceur·es répondant aux critères de la marque cliente et, par la suite, évaluer les performances des contenus publiés. L'auteur s'intéresse à la façon dont, dans un jeu d'anticipations imbriquées, la mesure des communautés fait exister des publics tout en répondant aux attentes de son public – les marques clientes. Il décrit l'émergence de cette mise en nombre des publics dans l'univers des professionnel·les de l'influence, sous la forme d'une pratique encore très exploratoire, répondant à une volonté endogène de raffiner le ciblage publicitaire. Ces mesures constituent également pour ces professionnel·les un argument commercial à l'égard des marques, pour qui ils et elles font exister des publics d'«influencé·es». Loin de constituer une opération univoque, cette mise en nombre des publics est pour les professionnel·les l'objet de compromis avec les exigences de leurs client·es, mais aussi, parfois, avec une approche plus intuitive et personnelle des publics.

Jean-Baptiste Garroq s'intéresse quant à lui à la façon dont les institutions de surveillance de l'air en France s'efforcent d'encadrer les mesures profanes de la qualité de l'air. Le public qui s'en empare à partir de microcapteurs perturbe le travail de ces institutions, qui répondent en déployant des dispositifs de sensibilisation. La captothèque est le nom de l'un de ces dispositifs qui, à l'échelle régionale, allie prêt de microcapteurs et ateliers de discussion à propos des données ainsi produites. Cependant, les nombres et leur représentation visuelle sont discutés et interprétés au cours d'interactions qui constituent autant de mises à l'épreuve des données quantitatives et de fabrication d'un public qui ne saurait exister par la seule production de données. Pour les expert·es, ces interprétations sont l'occasion de recadrer les discours critiques par une approche technique et de transmettre des normes de comportement pour indiquer comment agir face aux sources de pollution – des normes qui situent la responsabilité à l'échelle individuelle. Le rapprochement entre expert·es et profanes au sein de ces dispositifs renouvelle ainsi paradoxalement leur éloignement.

Le chapitre d'Olivier Beraud Martin propose, à partir d'une enquête par questionnaire, une quantification des publics de la mise en nombre, en s'attachant à une approche «par le bas», à travers les notes et les informations quantitatives qui décrivent la relation à une vaste gamme de biens et de services – par exemple, la notation d'un hôtel ou d'un restaurant. Ces cultures ordinaires du chiffre ne sont pas réparties de façon homogène au sein de la population. Pour la propension à recourir à des évaluations quantitatives, l'âge est le facteur explicatif dominant. Cette pratique s'articule à l'usage d'autres indicateurs quantitatifs et s'accompagne d'une représentation positive de la transformation des qualités du monde social en quantité. Ces cultures ordinaires du chiffre participent à l'élaboration de nouvelles formes de confiance dans les nombres, une «quantiratie» qui désigne la façon dont les nombres sont utilisés pour se repérer dans le monde social et agir à partir et à travers eux.

Un mot sur les origines de ce livre. Elles remontent, d'abord, à nos thèses respectives. Antoine Hardy a enquêté sur des mobilisations scientifiques qui prennent appui sur la quantification des gaz à effet de serre (exprimée en dioxyde de carbone équivalent ou CO₂e) émis par les laboratoires de recherche, qui sont à la fois des nombres conçus comme des outils de savoir et des instruments politiques [2024]. Dans son travail consacré à la professionnalisation des études universitaires, Laurène Le Cozanet a montré comment les chiffres, par exemple ceux de l'insertion professionnelle des diplômé-es, participent à produire l'«adaptation» de l'université à l'économie [2019]. Nous avons observé la diversité des relations à l'œuvre dans les opérations de mise en nombre, au cours desquelles la question du public apparaissait déjà. La quantification du CO₂e n'est pas secrète puisqu'il s'agit d'en faire circuler les nombres auprès des membres du laboratoire à qui les résultats vont être présentés, mais elle s'adresse aussi à un public large auquel est prêté une attente de responsabilité à l'égard de la profession scientifique. Quant à la mesure de l'insertion professionnelle des diplômé-es, si elle constitue un puissant vecteur de réforme des universités, c'est précisément parce qu'elle contribue à la constitution de publics des performances universitaires.

C'est ensuite notre rencontre à l'école thématique de l'Ifris, à Grenoble, en septembre 2022, qui a permis de prolonger en commun ces questionnements. Ifris coordonnait le stimulant laboratoire d'Excellence Sites (Sciences, innovation et techniques en société), qui a hébergé, de 2007 à 2024, plus de cent cinquante chercheur-ses, appartenant à sept unités de recherche différentes. Alors que les espaces pour travailler les relations entre sciences et société sont plus que jamais nécessaires, sa clôture en décembre 2024 laisse un vide institutionnel et scientifique. Après cette rencontre, nous avons imaginé différentes manières d'investiguer nos interrogations communes, au cours de nombreux échanges et cafés.

Ce sont, enfin, ces conversations qui ont donné naissance à un projet de numéro de revue, dont le troisième axe, les publics de la quantification, est devenu le cœur d'une journée d'étude organisée à Paris, le 20 octobre 2023, à l'ENS Jourdan et en ligne. Le livre que vous avez entre les mains est tiré de cette journée. Cela rappelle, d'une part, combien la production scientifique implique de prendre du temps pour discuter, tâtonner, ne pas toujours savoir où l'on va, et que «produire» scientifiquement ne ressemble pas toujours à ce qui découlerait des injonctions du productivisme académique et de ses métriques. D'autre part, cela montre combien le soutien d'institutions publiques, et donc d'un service public de l'enseignement supérieur, est essentiel au travail scientifique sous des formes variées. Sur le plan financier, plusieurs institutions nous ont apporté leur soutien, aussi bien pour la journée d'étude que pour la publication du livre, sans compter l'aide indispensable des personnes qui y travaillent, pour la réservation des billets de train, l'enregistrement des

factures ou encore répondre à nos nombreuses questions. C'est l'ensemble de ces efforts qui ont permis à ces questionnements d'éclorre sous la forme d'un livre. C'est dire si la volonté et le désir de construire un regard scientifique sur le monde social sont indissociables de la défense de ces espaces.

Remerciements

Nous remercions l'ensemble des participant·es à la journée d'étude, intervenant·es et membres du public. Les auteur·rices des chapitres, en se prêtant au jeu des relectures croisées, ont largement contribué à faire de ce livre une véritable œuvre collective. Nous remercions aussi Emmanuel Didier et la Société française de statistique d'avoir fourni un lieu à la journée d'étude ; le Centre Émile-Durkheim et l'Ifris pour leur soutien financier et logistique. Au sein du premier, nous remercions en particulier Sophie Duchesne, Dominique Nguyen et Cindy Michel ; pour le second, Marc Barbier, Jean-Michel Devilla et Lynda Silva. Merci également à Lise Martinot, de la Brocantine, pour le délicieux déjeuner qui nous a aidé·es à reconstituer nos forces. Un grand merci, enfin, à Cécile Méadel, Marjolaine Briset et Sandra Rodrigues pour leur soutien et leur accompagnement dans la finalisation de ce livre.